

1979 : l'École de la résistance ou la crise scolaire de Penetanguishene

Le 3 septembre 1979, l'École secondaire de la Huronie, dite « École de la résistance », ouvrait ses portes dans des locaux improvisés à Penetanguishene, dans la région de la baie Georgienne, le berceau historique de l'Ontario français.

Cette école parallèle (inspirée des écoles libres du temps de la lutte contre le Règlement XVII, 1912-1927) non reconnue par le Ministère de l'Éducation de l'Ontario fut mise sur pied par la communauté franco-ontarienne dans l'espoir de faire changer les choses devant le refus du Conseil scolaire de Simcoe de construire une école secondaire de langue française, même si la législation provinciale accorde à la communauté franco-ontarienne des écoles secondaires publiques de langue française depuis 1968.

Exaspérés et insatisfaits par le bilinguisme de façade pratiquée à l'École secondaire Penetanguishene Secondary School, tel que brillamment exposé en 1976 dans une lettre adressée au Comité consultatif de langue française du conseil scolaire bilingue par une élève de 13e année de l'école, Denise Jaiko, les Franco-Ontariens.n.e.s de Penetanguishene commencent à revendiquer avec plus de virulence une école publique de langue française.

En 1979, une étude indépendante recommande la création d'une école secondaire de langue française. Cependant, le conseil scolaire du comté de Simcoe refuse de la créer. La ministre de l'Éducation de l'Ontario, la Dre Bette Stephenson, se range derrière le conseil scolaire prétextant que le conflit relève d'un cas de gestion interne, provoquant l'ire de la communauté franco-ontarienne.

C'est donc privés de leurs droits et sous les menaces d'injonctions et d'intimidation que les Franco-Ontariens.n.e.s font un coup d'éclat en prennent le soin d'ouvrir eux-mêmes en marge des autorités provinciales la 33e école secondaire publique de langue française de l'Ontario.

Il le font en grapompe après deux jours de festivités culturelles qui se sont déroulées pendant toute la longue fin de semaine de la fête du Travail. Le 3 septembre 1979, 54 élèves font leur entrée à l'École secondaire de la Huronie devant une centaine de personnes et sous haute présence médiatique.

Le but avoué en ouvrant l'École secondaire de la Huronie était de faire pression sur le gouvernement provincial et d'attirer l'attention médiatique et civile sur une flagrante violation des droits scolaires de la minorité de langue officielle d'étudier dans un établissement linguistiquement homogène par et pour les francophones, condition essentielle pour la transmission de la langue française en Ontario et de la promotion et diffusion de la culture franco-ontarienne.

Parmi les dignitaires présents à l'inauguration de l'École secondaire de la Huronie, on retrouve entre autres Omer Deslauriers, qui est à cette époque président du Comité des affaires franco-ontariennes (CAFO). L'ancien président de l'ACFO provinciale (1972-1974, actuelle Assemblée de la francophonie de l'Ontario) avait lui aussi dirigé une école secondaire en tant que crise linguistique, (en tant que directeur fondateur de l'École secondaire Champlain à Nepean en 1970) quoique de moins grande envergure que la crise de Penetanguishene.

Le dramaturge Jean Marc Dalpé est aussi présent à l'inauguration de l'école de même que la formation musicale Purlaine, dont était membre l'auteur-compositeur-interprète Paul Demers (1956-2016).

L'inauguration de l'École secondaire de la Huronie est faite avec faste et festivité, sous l'égide de la culture franco-ontarienne et de discours de fierté.

L'école est située dans l'édifice désaffecté du bureau de poste de Penetanguishene, au 63, rue Main, où loge le Centre d'activités françaises, (ancêtre de l'actuelle La Clé) sur le toit, trône les drapeaux du Canada et franco-ontarien, alors que ce dernier n'a été créé moins de trois ans auparavant à Sudbury par le professeur et historien Gaétan Gervais et l'étudiant en science politique Michel Dupuis.

Au lieu de la traditionnelle coupée du ruban, une bûche est sciée en deux, symbole des difficultés et des embûches que doivent affronter les Franco-Ontariens pour faire respecter leurs droits.

L'Acadien Donald Cyr, qui résidait à Ottawa et était alors président de la Fédération des francophones hors-Québec (aujourd'hui la Fédération des communautés francophones et acadienne, la FCFA) prononce un discours et transmet des vœux de solidarité et de soutien de toutes les communautés francophones au pays.

Quelques semaines avant l'inauguration, les membres élus du Comité consultatif de langue française du conseil scolaire avaient confié la direction de l'École secondaire de la Huronie à Jeannine Séguin, présidente de l'ACFO provinciale, aujourd'hui l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario. Séguin accepte de cumuler les deux fonctions (présidente de l'association provinciale et directrice d'école parallèle)... bénévolement (!)

Lors du congrès de 1979 de l'ACFO, en octobre à Sudbury, Séguin surnommait l'École secondaire de la Huronie, « l'école de la résistance » un surnom qui finira par rester, tant l'expression était juste.

Jeannine Séguin n'en était pas à sa première crise scolaire : cette enseignante de formation, avait été directrice de l'École secondaire Saint-Laurent High School lors de la crise scolaire de Cornwall en 1973 qui a mené à l'ouverture de l'École secondaire de la Citadelle. Tout comme à Penetanguishene, le conseil scolaire bilingue de l'époque refusait d'ouvrir une école secondaire publique de langue française à Cornwall. L'histoire se répétait.

Pour l'épaulée, Hervé Casault, alors président de l'Association des enseignantes et enseignants franco-ontariens (AEFO) et directeur adjoint de l'École secondaire publique De La Salle, à Ottawa, devient directeur adjoint de l'École secondaire de la Huronie. Répondant à l'appel, des enseignants membres de l'AEFO de partout en province convergeront vers Penetanguishene afin d'enseigner aux élèves de la 9^e à la 13^e année.

L'AEFO s'occupera du contenu pédagogique de l'école alors que l'ACFO provinciale mettra ses ressources au profit du démarchage politique, de la représentation médiatique et de l'appui stratégique.

Des campagnes de financement sont lancées afin de permettre de donner des ressources à l'École secondaire de la Huronie : l'ACFO lancera la campagne du « Fonds de la solidarité », l'AEFO demande à ses membres de contribuer une heure de leur salaire pour financer l'école et la plus connue, la campagne de levée de fonds « 10 ¢ pour Penetang » est lancée dans les écoles franco-ontariennes, où les élèves de toute la province sont invités à envoyer des pièces de 10 cents par la poste au conseil scolaire de Simcoe, une façon ironique de contribuer au financement de l'école que le conseil scolaire refusait de construire. Des campagnes similaires

appelées « campagne du sou scolaire » avaient eu lieu au Québec du temps de la lutte contre le Règlement 17 pour venir en aide aux Franco-Ontariens.

La crise scolaire de Penetanguishene attire l'attention des médias de partout au Canada et même à l'étranger, dont celle du célèbre « New York Times ».

Victor Dupuis, un élève de 17 ans en 13^e année de l'École secondaire de la Huronie devient l'une des figures de proue de la crise scolaire de Penetanguishene. Le charismatique président du conseil des élèves de l'école et président de la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) n'a pas froid aux yeux et n'hésite pas à prendre la parole devant les médias pour réagir et expliquer la situation ou à faire valoir ses droits devant le premier ministre de l'Ontario, Bill Davis et de la ministre de l'Éducation Dre Bette Stephenson, décédée récemment.

Il accorde une entrevue à Radio-Canada le jour de l'inauguration de l'École secondaire de la Huronie, devant l'établissement scolaire, il explique à la journaliste que l'implication de la jeunesse dans la vie scolaire : « les étudiants se rencontrent demain matin pour choisir leur conseil étudiant et aussi planifier notre année à venir pour faire en sorte que ce soit une école vivante et pas seulement une structure avec 4 murs, mais que c'est un esprit, et une culture qui est en train de vivre. »

Il ne pensait pas si bien dire. En effet, la crise allait durer près d'un an et nécessitera beaucoup de planification, de stratégie et de coordination.

Malgré son assurance, son aisance devant la foule et les médias, son aplomb et la force de ses convictions, Dupuis confiera des années plus tard dans plusieurs entrevues que la crise scolaire aura été difficile à vivre sur le plan personnel. L'intensité de la crise était telle qu'elle a profondément divisé Penetanguishene et même des familles entières, les uns pour des écoles de langue française unilingues, les autres étant satisfaits du statu quo scolaire bilingue. Bien que minoritaires, certains francophones militeront même contre l'école de langue française alors que la famille anglophone et francophile de John Currie (aujourd'hui professeur de droit à l'Université d'Ottawa) appuiera l'École secondaire de la Huronie.

« L'école de résistance » attirera l'appui d'une bonne frange de plusieurs personnalités publiques et politiques telles que Pierre Elliott Trudeau, chef de l'Opposition officielle au Parlement fédéral à l'époque, de Jean-Robert Gauthier, député fédéral d'Ottawa-Vanier et chef de file franco-ontarien, de Keith Spicer, premier Commissaire aux langues officielles du Canada, de son successeur Max Yalden, d'Ed Broadbent, chef du NPD fédéral, du Parti libéral de l'Ontario et même de l'indépendantiste québécois Pierre Bourgault et du premier ministre du Québec, René Lévesque, qui, de passage à Toronto en janvier 1980 acceptera de porter un macaron en faveur de l'École secondaire de la Huronie à l'invitation des élèves de l'école.

En éditorial, l'influent quotidien « The Globe and Mail » appuiera la lutte des Franco-Ontariens de Penetanguishene.

La crise se résorbera lorsque les Franco-Ontariens obtiendront enfin gain de cause en avril 1980 lorsque le gouvernement de l'Ontario offre de construire une école secondaire de langue française à structure démontable sur les terrains de la Penetanguishene Secondary School. L'offre est acceptée par le Conseil scolaire bilingue, par le Comité consultatif de langue française du conseil scolaire et par les parents des élèves. L'ouverture officielle de l'école secondaire publique de langue française surviendra enfin en 1982 (la même année où le droit à

l'éducation dans la langue officielle de la minorité est inscrit dans la Charte canadienne des droits et libertés) et prendra le nom d'École secondaire Le Caron, en honneur du missionnaire récollet Joseph Le Caron (1586-1632), suite à une décision du Comité consultatif de langue française du conseil scolaire bilingue.

Rares sont ceux qui avaient prévu que la crise scolaire s'éterniserait aussi longtemps, s'échelonnant pratiquement pendant toute une année scolaire. Afin de ne pas accumuler du retard dans leurs études, les élèves ont suivi plusieurs cours par correspondance.

La crise scolaire de Penetanguishene demeure l'un des plus grands événements de l'histoire de l'Ontario français. La lutte fut âpre, mais éclatante. Elle s'inscrit dans une longue série de luttes scolaires épiques et victorieuses que les Franco-Ontariens ont affrontée partout en province dans les années 1970 et 1980 pour l'ouverture d'écoles secondaires publiques de langue française.

La crise scolaire prendra aussi des proportions nationales attirant une large couverture médiatique tant dans la presse francophone qu'anglophone, alors qu'au même moment la campagne référendaire sur la souveraineté-association bat son plein au Québec.

L'ouverture de l'École secondaire de la Huronie n'a été rendue possible qu'avec la participation concertée de toute la communauté franco-ontarienne, chacun prêtant main-forte au respect de nos droits. Pour les élèves, l'expérience aura duré un an et se soldera par une victoire définitive. L'École secondaire de la Huronie aura agi comme un unique cours de science politique et de droits linguistique en temps réel en plus d'avoir été une expérience inégalité en construction identitaire.

Dans le cadre du 40^e anniversaire de l'ouverture de l'École de la résistance, l'organisme La Clé a organisé une série d'événements pour souligner cet anniversaire important. Le point culminant de cette série de célébrations est l'inauguration aujourd'hui par la Clé de la Baie en ses murs d'une exposition permanente sur l'histoire de l'École secondaire de la Huronie. Les locaux de la Clé de la Baie se trouvent dans le même bâtiment que ceux où se trouvait l'École de la Huronie, dite école de la résistance de Penetanguishene.

Photos :

1) L'École secondaire de la Huronie est située dans l'édifice désaffecté du bureau de poste de Penetanguishene, au 63, rue Main, où loge le Centre d'activités françaises, (ancêtre de l'actuelle La Clé) sur le toit, trône les drapeaux du Canada et franco-ontarien, alors que ce dernier n'a été créé moins de trois ans auparavant à Sudbury par le professeur et historien Gaétan Gervais et l'étudiant en science politique Michel Dupuis. (Source : Julien Laramée).

2) Entrée principale de l'École secondaire de la Huronie. (Source : capture d'écran d'un reportage de Radio-Canada, 3 septembre 2019).

3) Au lieu de la traditionnelle coupée du ruban, une bûche est sciée en deux, symbole des difficultés et des embûches que doivent affronter les Franco-Ontariens pour faire respecter leurs droits. (Source : page couverture du livre « La Crise scolaire de Penetanguishene : au-delà des faits, il y a... une historique sommaire et analytique (1976-1990) » de Daniel Marchildon et Micheline Marchand, 2004, à compte d'auteur. (Mme Marchand est une ancienne de l'École secondaire de la Huronie).

4) La direction de l'École secondaire de la Huronie est confiée à Jeannine Séguin, présidente de l'ACFO provinciale, aujourd'hui l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario. Cette dernière accepte de cumuler les deux fonctions (présidente de l'association provinciale et directrice d'école parallèle)... bénévolement (!) Elle en est à sa deuxième crise scolaire, ayant été à la direction de l'École secondaire Saint-Laurent High School lors de la crise scolaire de Cornwall en 1973. Lors du congrès de 1979 de l'ACFO, en octobre à Sudbury, Séguin surnommait l'École secondaire de la Huronie, « l'école de la résistance » un surnom qui finira par rester, tant l'expression était juste. Jeannine Séguin prononce un discours sur cette photo le jour de l'inauguration de l'École secondaire de la Huronie, devant l'établissement scolaire. (Source : photo capture d'écran d'un reportage de Radio-Canada diffusé le 3 septembre 1979).

5) Victor Dupuis, un élève de 17 ans en 13e année de l'École secondaire de la Huronie devient l'une des figures de proue de crise scolaire de Penetanguishene. Le charismatique président du conseil des élèves de l'école et président de la FESFO n'a pas froid aux yeux et n'hésite pas à prendre la parole devant les médias pour réagir et expliquer la situation ou à faire valoir ses droits devant le premier ministre de l'Ontario, Bill Davis et de la ministre de l'Éducation Dre Bette Stephenson, décédée récemment. Il accorde ici une entrevue à Radio-Canada le jour de l'inauguration de l'École secondaire de la Huronie, devant l'établissement scolaire. (Source : photo capture d'écran d'un reportage de Radio-Canada diffusé le 3 septembre 1979).

6) Recto du dépliant de la campagne populaire de don estudiantine, « 10¢ pour Penetang », recto, 1979. (Source : Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (C50), C50/107/7).

7) Verso du dépliant de la campagne populaire de don estudiantine, « 10¢ pour Penetang », recto, 1979. (Source : Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (C50), C50/107/7).

8) Recto du dépliant, « Penetang. Heure de solidarité », campagne de don provincial de l'ACFO, 1980. (Source : Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (C50), C50/107/7).

9) Verso du dépliant, « Penetang. Heure de solidarité », campagne de don provincial de l'ACFO, 1980. (Source : Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (C50), C50/107/7).

10) Texte du télégramme adressé à la population de Penetanguishene par Pierre E. [Elliott] Trudeau chef de l'opposition au Parlement fédéral du Canada, envoyé la veille de l'ouverture de l'École secondaire de la Huronie, le 2 septembre 1979. (Source : Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds Association canadienne-française de l'Ontario (C2), C2/463/8).

11) Coup d'éclat : manifestation silencieuse le 11 novembre 1979 d'élèves de l'École de la Huronie, dite de la résistance, à l'Assemblée législative de l'Ontario (Queen's Park). Photo prise à l'extérieur. Les élèves ont manifesté en silence dans les galeries du public de l'Assemblée. (Source : Julien Laramée).